

L'UJFP contre le boycott de la conférence du suivi de Durban*

C'est officiel, l'Etat d'Israël appelle au boycott de la 4e conférence contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui aura lieu à Genève du 24 au 28 avril 2009.

Cette conférence doit être un moment de mise en commun et de rencontres afin de faire le point sur le suivi de Durban 2001- qui avait préconisé un certain nombre de recommandations pour que les Etats luttent effectivement contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. Sept ans après, le rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée – en poste depuis août dernier- est dans l'obligation de constater que peu, très peu a été fait par les Etats en ce sens.

La ministre des Affaires étrangères de l'Etat d'Israël a justifié ce refus de participation par le fait que des « débats, lors du processus préparatoire, émanait, de la part des ONG, un fort sentiment anti israélien visant à délégitimer l'Etat », ainsi que cela avait été le cas lors de la conférence tenue à Durban en 2001 et qu'en définitive « ce n'était en rien une conférence contre le racisme ». La ministre appelle la communauté internationale à faire de même.

L'UJFP appelle toutes les organisations démocratiques, tous les citoyens, à intervenir auprès des autorités gouvernementales et de la Présidence de la République pour demander à la France de tout faire pour exiger le maintien de cette conférence et y participer pleinement.

En effet, l'imposition du modèle socio-économique néo-libéral entraîne une violence structurelle : guerres d'agression contre les peuples, destruction de la protection des droits humains, banalisation des racismes dans les pays développés sous de nouvelles formes telles que les politiques répressives envers les migrants, l'institutionnalisation de la xénophobie d'Etat... et son cortège de lois liberticides avec en réaction le retour du repli identitaire ou religieux.

Devant de tels dégâts, et de telles menaces, et sans s'illusionner sur les effets immédiats d'une telle conférence, l'UJFP assure que la tenue de cette 4ème conférence est essentielle en tant que signal affirmant que les dominés commencent à reconquérir leurs droits, à faire prévaloir d'autres valeurs telles la solidarité entre les peuples, la coopération, le partage des richesses, le droit au développement.

L'UJFP demande que l'Etat d'Israël assume ses responsabilités et réponde, face à la communauté internationale, des nombreuses dispositions racistes prises à l'égard des citoyens arabes israéliens et des crimes de guerre dont est victime le peuple palestinien depuis 60 ans.

Le Bureau National de l'UJFP – Le 20 novembre 2008



* Dont la préparation a été confiée par l'Assemblée générale de l'ONU à son Conseil des Droits de l'Homme

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Une fois de plus, Gaza étranglé, Gaza affamé

La trêve durait à Gaza depuis le 19 juin.

L'armée israélienne l'a délibérément rompue le 15 novembre. En quelques heures, la bande de Gaza a été privée d'électricité, de nourriture, de médicaments. Les 7 points de passage frontaliers ont été fermés. Les 750000 réfugiés qui dépendent quotidiennement de l'aide de l'UNRWA sont menacés de famine car cette aide n'arrive plus.

Les bornes sont franchies. Assez !

Assiéger et affamer une population, c'est un crime contre l'humanité. Assassiner sans jugement un être humain en qualifiant ce crime d'exécution ciblée extrajudiciaire est proscrit. L'armée israélienne vient d'assassiner 11 civils. Leur nombre s'ajoute aux milliers « d'assassinats ciblés » qui sont autant de crimes de guerre commis en toute impunité depuis plusieurs années.

Le droit international proscrit toute idée de « punition collective ». Le siège de Gaza a plongé la population dans le dénuement le plus total : 80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

L'UJFP salue les 27 militant-e-s internationaux (parmi lesquel-le-s des élu-e-s, des Palestinien-ne-s, des Israélien-ne-s ...) qui ont brisé 3 fois le siège en envoyant des bateaux à Gaza. Le Dignity a livré une demi-tonne de médicaments de première nécessité.

Si des personnes peuvent briser le blocus de Gaza, on imagine ce que la communauté internationale, avec ses moyens financiers, économiques, militaires, maritimes, aériens et terrestres, pourrait faire pour peu qu'elle ait la volonté qui lui fait défaut. Son abstention volontaire et son silence assourdissant la rendent complice de ces crimes.

L'Union Juive Française pour la Paix rappelle que le crime contre Gaza est rendu possible par l'absence d'intervention, le silence et la complicité des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Ceux-ci ne pardonnent pas au peuple palestinien sa résistance et son vote démocratique. Pourtant, interrogé par la journaliste israélienne Amira Hass, le dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza Ismail Haniyeh a déclaré que « son gouvernement était disposé à accepter un Etat palestinien au côté d'Israël dans les frontières de 1967 ».

L'UJFP demande que des sanctions immédiates soient appliquées contre l'Etat d'Israël qui viole quotidiennement le droit international et contre les Etats membres de la communauté internationale qui ne respectent pas leurs obligations au regard des normes de la 4e Convention de Genève.

L'UJFP exige l'arrêt immédiat du siège de Gaza.

Le Bureau National de l'UJFP – le 19.11.2008



BIENVENUE A L'IJAN
(International Jewish Anti-Zionist Network)

Un nouveau réseau mondial vient d'apparaître auquel participe entre autre des membres de l'UJFP. Voici ci-dessous l'exposé de ce qui relie ces militants antisionistes.

« Points de convergence :

Bien que nous venions tous d'organisations et d'expériences militantes diverses, et ayons des relations diverses avec nos histoires et identités juives, nous partageons les points de convergences suivants :

- *La solidarité avec la lutte des palestiniens pour leur autodétermination, incluant les pleins droits politiques, économiques, culturels, sociaux et territoriaux pour tous ceux qui vivent dans la Palestine historique, et le Droit au retour pour les réfugiés ;*
- *Le rejet de l'Etat d'apartheid israélien, fondée sur la suprématie juive et l'idéologie sioniste, et le soutien à toutes les luttes pour l'égalité juridique et économique ;*
- *Le soutien pour la construction de sociétés justes sur la Palestine historique, l'ensemble de la région et tout autres lieux où nous vivons ;*
- *Un engagement envers les valeurs d'autodétermination démocratique, de justice sociale et de solidarité, d'égalité entre les genres et de droits culturels, et une affirmation des mêmes valeurs dans nos propres pratiques organisationnelles et politiques ;*
- *L'engagement envers l'appel palestinien pour le boycott, désinvestissement et sanction contre Israël ;*
- *La contestation de l'usage actuel de l'islamophobie comme stratégie pour défendre et justifier un plan impérialiste de l'Europe et des USA ;*
- *La contestation du racisme blanc, incluant les manifestations du racisme ashkénaze contre les juifs mizrahi* ;*
- *La contestation de la position privilégiée des voix juives dans les débats et négociations au sujet de la Palestine ;*
- *Le rejet des manières par lesquelles le mouvement sioniste et les gouvernements occidentaux exploitent l'holocauste nazi pour justifier les actions historiques et actuelles de l'Etat d'Israël ;*
- *et le rejet des alliances avec des racistes antijuifs, des suprématistes blancs et des négationnistes dans notre travail de solidarité avec les palestiniens »*

*Ashkénaze : juifs d'origine européenne ; Mizrahi : juifs d'origine arabe

Traduction : UJFP Aquitaine

Pour plus d'info : <http://www.ijsn.net>

Lire : A travers les murs

de Eyal Weizman (aux éditions La Fabrique et traduction Isabelle Taudière)

Eyal Weizman dirige un centre de recherches architecturales à l'Université de Londres. Le sous-titre, *l'architecture de la nouvelle guerre urbaine* nous mène au cœur de la réalité du conflit israélo-palestinien. L'ouvrage étudie les nouvelles stratégies de guerre urbaine baptisées « infestation » ou « essaimage » qui sont utilisées par Israël depuis la deuxième Intifada ; il analyse l'évolution de ces nouvelles pratiques militaires et propose une réflexion sur leurs conséquences éthiques et politiques.

Nous apprenons que l'armée israélienne a mis en place, pour diffuser cette nouvelle stratégie un « Institut de recherche de théorie opérationnelle », l'OTRI, fermé en 2006, qui employait à la fois des généraux de réserve et de

chercheurs en philosophie ou sciences politiques ; ses cours étaient obligatoires pour tous les officiers supérieurs israéliens. La théorie de l'OTRI reprise en particulier aux Etats-Unis et en Australie, part du constat que depuis l'Intifada, les villes sont le principal théâtre des affrontements. L'opération « Remparts », menée par l'armée israélienne au printemps 2002 à la fois contre la ville moderne de Ramallah, la vieille ville de Naplouse, la ville sainte de Bethléem et les camps de Jénine, Balata ou Tulkarem, est un exemple de ces nouvelles méthodes. La « réussite » de l'attaque israélienne du camp de Balata, près de Naplouse en mars 2002 conduit les Forces israéliennes à reprendre ces méthodes pour lancer en début avril de la même année l'offensive contre Naplouse et le camp de

Jénine. Un soldat israélien décrit ainsi le début de l'attaque de Jénine : *« nous n'avons jamais quitté les bâtiments, nous progressions exclusivement de maison en maison... nous avons percé plusieurs dizaines de chemins depuis l'extérieur du camp jusqu'au centre, ... tous les hommes de ma brigade étaient à l'intérieur des maisons des Palestiniens, jamais dans les rues... »*

Mais la destruction des villes n'est qu'un objectif accessoire ; en 2002, le commandement central des FDI insistait sur la nécessité d' *« axer les opérations sur l'élimination physique des membres des factions armées palestiniennes, plutôt que de les laisser disparaître ou même se rendre... »*. En mai 2001, dès l'arrivée de Sharon au gouvernement, le chef d'Etat major Shaul Mofaz téléphona à tous les chefs de bataillon pour leur dire *« Je veux entendre tous les matins en me réveillant que vous êtes partis en mission et que vous avez tué... »*

Ce livre est intéressant, car il nous dévoile de plus la philosophie de la nouvelle guerre urbaine menée par l'armée israélienne. Au-delà, il permet de comprendre à quel point l'utilisation de concepts philosophiques peut enrichir l'idéologie sécuritaire partout dans le monde et justifier les pratiques de l'armée israélienne contre les Palestiniens. La brutalité des méthodes de l'armée israélienne prend ainsi une nouvelle tournure. Une partie de l'armée, avec ces nouveaux officiers dits « de gauche », est favorable aux retraits territoriaux. C'est Aviv Kochavi, adepte de cette nouvelle stratégie, qui commandait à Naplouse et Jénine, et qui a dirigé le « désengagement » de Gaza. Le débat théorique au sein de l'armée n'est donc pas pour autant prometteur en ce qui concerne la paix, au contraire.

Extrait d'article reproduit avec l'aimable autorisation de Marie-Thérèse Cavignac

Ecoutez l'émission de l'Ujfp Aquitaine

D'autres voix

Le premier Vendredi du mois

A partir de 19h30



Nous contacter

21 ter rue Voltaire 75011 Paris tel. régional 06 22 29 06 10